J’ai la réponse au questionnement qui terminait un **petit historique de la réforme des rythmes scolaires** : « *Pourtant une autre semaine, une autre année sont possibles, mais qui le souhaite vraiment ?* »
Le retour à la semaine de quatre jours d’école va se généraliser à la rentrée 2018.

Selon une enquête de l’Association des maires de France du 24 novembre 2017 « *outre les 43% des collectivités dont les écoles sont à quatre jours à la rentrée 2017, […] 40% des communes et 45% des intercommunalités ont d’ores et déjà envisagé les quatre jours à la rentrée 2018* ».

Mais à qui profite le mercredi matin sans école ?
– Du côté des enfants : ceux dont la maman – ou le papa – ne travaille pas ou si travail il y a, pour les familles qui en ont les moyens, une personne à domicile est employée. Ils peuvent se lever plus tard. Mais pour une grande majorité des enfants, l’heure du lever ne va pas changer, les horaires sont les mêmes : au lieu de rejoindre l’école, c’est le centre de loisirs ou le domicile de la personne qui va assurer la garde. L’argument de la fatigue supplémentaire ne concerne pas la majorité des enfants,…et c’est tous les jours que les enfants se lèvent tôt pour rejoindre les lieux de garderie et… rentrent tard le soir.
– Du côté des adultes : les parents qui peuvent aménager leur temps de travail, ceux qui ont choisi de ne pas travailler et bien sûr les enseignants. Pour les autres, ce sont les mêmes contraintes horaires, mais avec des frais supplémentaires (centres de loisirs ou garderies), sans oublier comme tous les jours la course après la montre pour récupérer les enfants à l’heure.

Selon l’enquête de l’Association des maires de France, le retour à la semaine de quatre jours est motivé par les demandes des parents (83 %), des conseils d’écoles (81 %) et des enseignants (71 %). Mais au lieu de réfléchir à une semaine, une année plus équilibrée qui articulent des temps éducatifs et de repos dans et hors l’école… le ministre de l’Education nationale laisse l’opinion décider. Pourtant moins il y a de jours d’école, plus les inégalités d’accès aux activités et sorties culturelles, artistiques… s’installent. Les offres privées vont se développer et profiter toujours aux mêmes couches sociales, celles qui en ont les moyens qu’ils soient financiers ou culturels.
Que reste-t-il et restera-t-il du service public d’éducation ?

L’enfance et la jeunesse ne sont pas au cœur des politiques qu’elles soient locales ou nationales.

Et si… il n’y avait que l’éducation ! La santé, le logement, les vacances.. brefs tous les droits fondamentaux de chaque enfant sont de moins en moins respectés.